laTrompette

Lucas Sankey/unsplash.com

La fin imminente de l'Amérique

- Stephen Flurry et Robert Morley
- 01/07/2009

«Nous avons du pain sur la planche», a dit le président Barack Obama dans 60 Minutes, en mars dernier.

Ce n'est pas, là, la vérité.

La Maison Blanche s'agite, avec frénésie, pour essayer de stimuler une économie mortellement malade, pour la faire revenir à la santé, en la plongeant plus profondément dans la dette. Ses efforts ad hoc ont même poussé beaucoup de sympathisants fidèles du nouveau président à douter de sa capacité à retourner la situation. Ils ont bien des raisons de s'alarmer.

Mais presque oubliés, au milieu de la destruction que les plans du gouvernement entraînent sur le dollar américain et sur l'économie nationale, ce sont les dangers envahissants venant de l'extérieur du pays. Se rendant compte que l'Amérique est profondément affaiblie par les problèmes économiques intérieurs, les prédateurs opportunistes ont saisi la chance de s'en prendre au pays le plus prospère et le plus puissant du monde.

C'est l'histoire en cours de réalisation. Pas la bonne sorte d'histoire. Plutôt comme l'histoire de Néron s'occupant à autre chose pendant que Rome brûlait.

La sorte d'histoire que nous voyons maintenant, c'est un empire en déclin terminal et rapide. Assiégé par les problèmes internes, faisant face aux ennemis au dehors, l'unique plus grande nation dans l'histoire se désintègre comme Rome et des douzaines d'autres empires avant elle.

Le «budget» du gouvernement

Pendant les deux dernières générations, les États-Unis d'Amérique sont passés du stade de la plus grande nation créancière du monde à celui de son plus grand débiteur. Pendant ce temps, les Américains ont été amenés à croire que la dette oppressive est un mode de vie, plutôt qu'un grave danger. Emprunter de l'argent, en fait, est maintenant universellement accepté comme un remède miracle pour les difficultés économiques, plutôt qu'une cause débilitante.

C'est de la fantaisie pure.

Voyez le nouveau budget fédéral présenté par le président Obama, en février. Ce plan de dépenses massives de 3,55 milliards de milliards de dollars est si grand que le déficit projeté, 1,75 milliard de milliards, est presque autant que le budget entier soumis au Congrès par le président Bill Clinton dans la dernière année de son administration—lors du pic de la bulle internet.

En se basant seulement sur cette simple comparaison, on ne supposerait jamais que l'Amérique fait actuellement face à sa pire crise économique depuis la grande dépression. Certains peuvent raisonner: *Comment les choses pourraient-elles être mauvaises, quand nous avons un budget de deux fois la taille de celui proposé par le président Clinton il y a juste neuf ans?*

C'est à ce point que notre addiction à la dette nous a rendus pleins d'illusions! La réflexion du gouvernement équivaut à ceci: Près de tomber en ruine économique? *Aucun problème!* Triplez simplement le déficit. *Le problème est résolu.*

Le président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke, a dit croire que la «récession» pourrait être finie vers la fin de cette année. Le président Obama a ajouté avec confiance: «Nous reconstruirons, nous nous rétablirons, et les États-Unis d'Amérique émergeront plus forts qu'auparavant.» Pourtant, les évidences indiquent le contraire.

Pourquoi si peu de gens comprennent-ils qu'en augmentant massivement les dépenses, nous ne faisons que creuser un trou beaucoup plus profond que celui dans lequel nous sommes déjà?

Le 21 février, dans son discours radio hebdomadaire, le président Obama a dit que son budget était «sobre du point de vue des estimations, et honnête du point de vue de la comptabilité», et qu'il restaurerait la «discipline fiscale». Pourtant, loin d'indiquer une ère nouvelle de responsabilité, comme la page de couverture du nouveau projet de budget s'en réclame de façon irrationnelle, le plan économique suit le même vieux chemin des prédécesseurs du président Obama: un gouvernement toujours en expansion, des dépenses hors de contrôle et une dette astronomique.

Le président Obama a dit au Congrès, le 24 février, que la «sève» de l'économie du pays, c'est l'écoulement du crédit. L'accumulation de la dette est maintenant vue comme la sève de l'économie de l'Amérique. «La capacité à obtenir un crédit, a-t-il dit, c'est la façon dont vous financerez toutes choses, allant de la maison à la voiture en passant par les études universitaires des enfants; c'est la façon dont les magasins rempliront leurs étagères, dont les fermes achèteront de l'équipement et dont les entreprises feront de la masse salariale.»

Oui—et c'est aussi la façon dont un gouvernement hypertrophié continue à dépenser au-delà de ses moyens. FoxNews.com a annoncé, le 26 février, que le projet de budget du président, s'il est approuvé par le Congrès, augmentera le fardeau déjà insondable de la dette du gouvernement de 63 pour cent dans les deux prochaines années.

L'approche d'un paroxysme

Si la «sève» de l'économie de l'Amérique, c'est le crédit, la nation aura besoin d'une transfusion sanguine massive. Ses finances ont été sucées à sec.

Les subventions accordées à Wall Street menacent d'entraîner une hémorragie complète des estimations du budget du gouvernement. AIG est une compagnie d'assurance tournée en 'casino' de Wall Street qui est maintenant raccordé par voie intravasculaire aux artères gouvernementales. Le 2 mars, AIG a annoncé *la plus grande perte trimestrielle dans l'histoire des entreprises de l'Amérique.* Ses titres de participation ont fait que plus de 61 milliards de dollars ont cessé d'exister—en tout juste trois petits mois.

Normalement, quand une compagnie perd autant d'argent, elle fait faillite. La compagnie est liquidée, et le bénéfice distribué à ses créanciers et aux autres compagnies qui misaient, et faisaient des affaires avec elle.

Malheureusement, à cause des trois dernières subventions gouvernementales accordées à AIG, les contribuables possèdent maintenant 80 pour cent de la compagnie. Ainsi les contribuables sont pris à l'hameçon pour avoir les «bonnes» dettes et les «bons» risques d'AIG—12,9 milliards de dollars à Goldman Sachs, 11,9 milliards à la Société Générale de France, 11,8 milliards à la Deutsche Bank d'Allemagne et 8,5 milliards à la Barclays de Grande-Bretagne, etc.

Coût total pour les contribuables concernant cette compagnie autrefois estimée: un montant ahurissant de 180 milliards de dollars. Mais les transferts d'argent ne font que commencer.

Hypothéquez des géants comme Freddie Mac et Fannie Mae, avec les monstres ingérables de l'automobile que sont General Motors et Chrysler, rejoignez l'essaim des sociétés financières qui incluent la Bank of America, Citigroup, JP Morgan Chase, Wells Fargo, State Street Corp, la Bank of NY Mellon, l'US Bancorp, SunTrust Banks, Capital One Financial, PNC, Regions Financial, BB&T Corp, Fifth Third Bancorp, MetLife Financial, Goldman Sachs, Morgan Stanley et American Express, qui tous se font également entretenir par le sang du contribuable. C'est pratiquement toutes les banques importantes du pays.

Le volume d'argent du contribuable impliqué ici est atterrant. Le Trésor a remis plus de 1,4 milliard de milliards en liquidité directe pour les banques. L'ancien Secrétaire du Trésor Henry Paulson, sous le président Bush, a commencé l'opération par sa fameuse subvention de 700 milliards de dollars. Le président Obama a approuvé 750 milliards de dollars supplémentaires. La Réserve fédérale a remis des centaines de milliards de plus. Et il n'y a toujours aucune fin en vue.

Le système bancaire de l'Amérique est presque en banqueroute—il n'est en vie que par de plus grandes doses qui soient de richesses du contribuable. Et maintenant, pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique, même les analystes des médias s'interrogent ouvertement, en début de soirée, sur la solvabilité de l'Amérique et sa capacité à emprunter ce qui est nécessaire. Mais c'est la faute de l'Oncle Sam. C'est lui qui s'est si facilement déshabillé afin que les grands garçons de Wall Street puissent couvrir leur nudité financière. Mais combien l'Amérique peut-elle se permettre de donner? Qui donnera ses propres vêtements pour couvrir l'Oncle Sam?

Les problèmes des dettes de Washington approchent d'un paroxysme.

Problème à l'étranger

Ceux qui affirment que le pouvoir et l'influence de l'Amérique ne sont pas dans un déclin rapide soutiennent souvent que le pays est dans une récession globale, et que d'autres nations vont aussi mal que les États-Unis—sinon davantage. Cependant, la vérité, c'est que l'Amérique, étant l'économie nationale la plus puissante du monde, est au bord du gouffre.

«Bien que la Russie d'aujourd'hui, la Chine, l'Amérique latine, le Japon et le Moyen-Orient puissent subir des revers, le plus grand perdant c'est, sous-entendu, l'Oncle Sam», a écrit Paul Kennedy dans un article d'opinion du *Wall Street Journal* (le 14 janvier).

Sans surprise, alors que l'Amérique vend désespérément des dettes record dans l'espoir d'emprunter le chemin de sortie de la faillite, ses ennemis sont en train de travailler durement à tester le courage de la nouvelle administration, tout comme le vice-président Joe Biden l'a prédit en faisant campagne pour Barack Obama l'année dernière.

Le régime iranien, par exemple, a évalué le nouveau président en «méprisant préventivement ses ouvertures, en se moquant de sa faiblesse, et en assurant au monde que son programme nucléaire est non négociable», a écrit Guillaume Kristol (*Weekly Standard*, du 16 février).

La Russie a également saisi l'occasion «d'évaluer le courage» de B. Obama. En février, le Kirghizstan, sous la pression de Moscou, a dit aux États-Unis qu'il ne leur serait plus permis d'utiliser une base aérienne sur laquelle comptaient les forces de la coalition pour les opérations en Afghanistan.

Puis, il y a la Corée du Nord. Ayant abandonné tous ses accords avec la Corée du Sud, G. Kristol écrit, qu'elle «se prépare à tester un nouvel engin balistique, le Taepodong-2, qui est destiné à avoir finalement une assez longue portée pour frapper le territoire américain» (ibid.).

Et ce ne sont pas seulement les ennemis jurés de l'Amérique qui testent le courage du nouveau président. «Avec un Goliath au large sourire, à la démarche chancelante, exhibant un écriteau dans le dos disant 'frappe-moi', même des alliés réputés ont rejoint le camp des moqueurs», a noté Charles Krauthammer. «Le Pakistan a levé l'assignation à résidence de A.Q. Khan, celui qui, de manière notoire, a contribué à la prolifération en vendant la technologie nucléaire à la Corée du Nord, à la Libye et à l'Iran. Dix jours plus tard, Islamabad a capitulé face aux talibans, abandonnant à leur bon vouloir la vallée de Swat, à 160 km de la capitale» (21 février).

Certains peuvent considérer cela comme des essais mineurs, mais ils présagent de défis à venir beaucoup plus grands. Le président ne peut pas vraiment se permettre de se concentrer sur les problèmes intérieurs à l'exclusion de tels problèmes internationaux urgents.

Mais les problèmes nationaux, comme le président les a exposés devant le Congrès en février, dominent clairement l'ordre du jour de la nouvelle administration. «La seule façon pour que ce siècle soit un autre siècle américain», a dit le président Obama dans son discours du 24 février, «c'est que nous affrontions enfin le prix de notre dépendance au pétrole et le coût élevé de la santé publique; les écoles qui ne préparent pas nos enfants, et la montagne de dette qu'ils hériteront. C'est notre responsabilité.»

Autrement dit, en plus de «stimuler» l'économie stagnante, de cautionner les institutions de prêts, et de donner un soulagement financier aux propriétaires, la nouvelle administration a également l'intention de dépenser des milliards de milliards de plus sur des formes alternatives d'énergie, sur un système universel de santé et sur l'éducation publique.

«La seule mesure de mon succès comme président, quand les gens regarderont en arrière dans cinq ans ou dans neuf ans», a dit le président Obama à CNN le 3 février, «sera le fait d'avoir maîtrisé ou non cette économie.»

Mais les maux du monde s'accumulent tellement vite qu'ils menacent de*submerger* les problèmes internes!

Franklin D. Roosevelt a également négligé la politique étrangère américaine pendant les difficiles années d'épreuve économique, au cours des années 1930. Les États-Unis, aussi bien que le reste du monde, ont payé chèrement cette négligence. Finalement, même s'il est devenu président pendant la grande dépression, sa présidence est essentiellement mesurée sur la toile de fond de son leadership de guerre, au cours des années 1940.

L'histoire pourrait-elle se répéter? «Notre nouveau commandant en chef est-il pleinement conscient de la façon dont le monde peut devenir dangereux, et avec rapidité, alors que l'Amérique est faible ou distraite?» a demandé G. Kristol (op. cit.).

Si vous croyez votre Bible, vous *savez* que l'histoire se répète.

L'Amérique est dans une position étrangement évocatrice des années 1930. Le bouleversement économique et les problèmes sociaux rattachés sont déjà ressentis, tant en Amérique que dans le monde. Et ils causeront de nouveau une confrontation internationale. En fait, la prophétie indique que les problèmes financiers de l'Amérique sont le précurseur d'*une autre guerre mondiale*.

Et tout comme dans le cas précédent, cette guerre sera avec l'Europe.

La Bible prophétise sept résurrections, ou réapparitions, du Saint Empire romain—un empire qui a mené plusieurs fois des guerres de conquête destructrices. Vous pouvez lire cette prédiction dans Apocalypse 17:10-12: «Ce sont aussi sept rois: cinq sont tombés»—Justinien, Charlemagne, Otton le Grand, Charles V et Napoléon—«un existe»—l'axe Hitler-Mussolini, qui était sur la scène mondiale quand cette prophétie a, en premier lieu, commencé à être comprise—«l'autre n'est pas encore venu»—mais il monte maintenant—«et quand il sera venu, il doit rester peu de temps. Et la bête qui était, et qui n'est plus, est elle-même un huitième roi, et elle est du nombre des sept, et elle va à la perdition. Les dix cornes que tu as vues sont dix rois, qui n'ont pas encore reçu de royaume, mais qui reçoivent autorité comme rois pendant une heure avec la bête.»

Le *soi-disant Saint Empire* romain monte de nouveau au pouvoir. Pour une démonstration de cela, faites la demande d'un exemplaire gratuit de notre brochure *L'Allemagne et le Saint Empire romain.*

Et parce que l'Amérique est tellement concentrée sur ses problèmes intérieurs—particulièrement à cause de sa mauvaise gestion financière—et tellement distraite par les événements géopolitiques se déroulant ailleurs, elle ne sera pas prête, et sera complètement choquée quand elle fera de nouveau face à la guerre.

Aussi mal qu'ont été les choses pour l'Amérique durant l'année passée, l'année à venir peut être le témoin de problèmes de dettes éclatant à Washington alors même que l'Amérique essuie de nombreux coups stratégiques de forces dangereuses, à l'étranger.

Pendant ce temps, avec une Amérique distraite et chancelante, le Saint Empire romain grandit sans entrave, en Europe.